

province; mais il n'a pu résister, et cela se conçoit, à une différence de prix de 25 p. c. en faveur de Toronto.

Il se demande si nos maisons de Montréal font à Toronto, ce que les maisons de Toronto font ici et si elles réservent leurs plus bas prix pour les acheteurs les plus éloignés. Ce serait une drôle de manière de faire la concurrence! Il nous semble que le marché le plus proche est toujours le plus profitable et que ce serait folie de le négliger pour ne s'occuper que du marché le plus éloigné.

Notre Commerce avec l'Angleterre

L'idée d'une réciprocité commerciale avec l'Angleterre, émise à une certaine époque pour contre-balancer l'influence de l'idée de la réciprocité avec les Etats-Unis, n'a pas vécu longtemps. Une adresse du parlement canadien à la Reine, faisant des ouvertures dans ce sens, a eu pour réponse un refus péremptoire, quoique diplomatiquement énoncé, de la part du gouvernement anglais. Lors du Congrès des Chambres de Commerce, certains délégués canadiens, à la tête desquels nous trouvons M. J. X. Perrault, essayèrent d'obtenir du congrès une expression d'opinion favorable à cette idée: or par une majorité des deux tiers, le congrès, où les délégués étaient en grande majorité, déclara que l'Angleterre ne consentirait jamais à taxer 90 pour cent de ses importations pour favoriser ses colonies qui ne figurent dans son commerce extérieur que comme quantité à peu près négligeable.

Depuis ces deux rebuffades, les gens sensés avaient abandonné tout espoir d'obtenir quelque avantage sur les marchés de la métropole. Seul, un de nos confrères quotidiens, le *Star* de Montréal, se figure avoir trouvé une solution et s'efforce à faire entrer dans la tête de ses lecteurs ses arguments, ou plutôt ses divagations sur ce point.

Il part de ce principe que, le marché des Etats-Unis nous ayant été fermé par le tarif McKinley, nous devons chercher à placer le plus possible de nos produits sur les marchés anglais. Jusque-là, il n'y a rien à dire, seulement comme sur les marchés anglais nous nous trouvons en compétition avec une foule d'autres nations, les unes mieux outillées, les autres plus rapprochées que nous, la logique nous conduit à conclure que nous ne pourrions vaincre cette concurrence que si la métropole veut bien favoriser nos produits plus que ceux des nations étrangères.

Si nous avions affaire à un pays protectionniste, il serait possible d'obtenir cette faveur au moyen d'une diminution de droits sur les produits des colonies. Mais l'Angleterre est libre échangiste et n'impose aucun droit sur les produits qu'elle importe, qui sont presque uniquement de la matière première pour ses industries et des denrées alimentaires pour sa population ouvrière.

Admettant ces produits en franchise, le seul moyen de nous favoriser eût été, comme on le lui a proposé inutilement, d'imposer une taxe légère sur les produits étrangers. Comme elle a refusé cela péremptoirement, les intelligences ordinaires ont abandonné la partie.

Le *Star* n'a pas été si facile à décourager. Il a vu une autre solution que personne n'apercevait. C'est de diminuer notre tarif douanier pour les marchandises de provenance anglaise.

Et voilà! D'après son raisonnement tout à fait sentimental, s'il n'a pas de logique, nos co-sujets qui habitent les Îles Britanniques seront si enchantés de nous voir baisser nos droits en faveur des produits de leur industrie, qu'ils se mettront à manger deux fois plus de fromage canadien, de beurre canadien, d'œufs de nos poules canadiennes; qu'ils n'emploieront plus que le blé du Manitoba pour faire leur pain et nos volailles seront seules considérées dignes de figurer sur leur table pour fêter la *Christmas*.

Est-il besoin de raisonner pour faire justice de cette prétention? Les masses ouvrières de l'Angleterre seront-elles véritablement assez touchées de notre condescendance à leur égard pour avoir même l'idée de consommer, par reconnaissance, quelques-uns de nos produits? Le marché canadien, fût-il librement ouvert à tous les produits industriels anglais, quel effet cela pourrait-il produire sur le volume énorme de l'exportation anglaise? Cet effet serait tout à fait imperceptible.

De sorte que, même en supposant la nation anglaise susceptible de ce sentimentalisme que lui prête le *Star*, il est plus que probable que 99% des sujets de Sa Majesté ignorent complètement nos droits à leur reconnaissance.

Et qu'en résulterait-il pour nous? Dans plusieurs de nos plus importantes industries, la concurrence anglaise est celle qui nous serait la plus fatale, par exemple, dans les cotonnades, les fers, les machines, etc. Abaissez le tarif en faveur des cotonnades anglaises, des fers bruts ou travaillés, et vous verrez notre marché inondé à tel point que nos usines, nos filatures, nos ateliers de machines devraient bientôt fermer leur porte. Nous aurions ruiné notre industrie, absolument sans profit, sans compensation d'aucune sorte.

Le *Star* raisonne ainsi: Permettez aux Anglais de vendre beaucoup au Canada et ils achèteront beaucoup au Canada. C'est supposer que le commerce n'est en somme qu'un trou d'une marchandise contre une autre. Cette théorie n'est aucunement en faveur auprès de Messieurs les Anglais d'Angleterre qui, au contraire, professent le principe que, s'il faut vendre sur le marché le plus cher, il faut aussi acheter sur le marché le plus favorable. Or, tandis qu'ils vendraient chez nous leurs produits à des prix plus avantageux, parce que leurs produits seraient moins grevés, ils continueraient à acheter leur ma-

tière première et leurs denrées alimentaires sur le marché qui leur offrirait les meilleures conditions. N'est-ce pas ce qu'ils font, d'ailleurs, partout où ils se trouvent? Et c'est ce qui fait leur richesse en capitaux, ce qui leur permet de placer tant d'or à l'étranger, dont le produit est transmis en Angleterre en espèces, beaucoup plus qu'en nature.

Laissons donc divaguer le *Star*. Le moyen de cultiver le marché anglais, ce n'est pas de le prendre par les sentiments, mais de lui envoyer des produits de bonne qualité, des produits comme il les aime et au prix qu'il veut les payer; et nous augmenterions notre tarif de 100%, que si nos produits sont supérieurs et qualité pour qualité, à plus bas prix que ceux de l'étranger, les nôtres auront certainement la même préférence que le *Star* voudrait acheter au prix de la ruine de nos industries.

Actualités.

La moitié de la richesse de l'Angleterre est entre les mains de 1000 individus.

Il y a environ 100 mines de fer en exploitation actuellement dans le district du lac Supérieur.

Un établissement qui fait l'évaporation des pommes à Belleville, Ont., emploie 1000 quarts de pommes par jour.

Cent quarante mille balles de tabac ont été expédiées l'année dernière de la Havane aux Etats-Unis et au Canada.

Le 24 novembre est le jour fixé par le Président des Etats-Unis pour le jour d'actions de grâces chez nos voisins.

Le *Monetary Times* publie un excellent portrait et une biographie de M. George Hague, gérant général de la Banque des Marchands.

La ville de Montréal vient d'emprunter à la Banque du Peuple \$200,000 à un peu plus de 4 p. c. Ces fonds sont destinés aux dépenses ordinaires.

La production du vin en France en 1891 a été de 663,000,000 de gallons; de quoi remplir quarante-deux réservoirs comme celui de l'aqueduc de Montréal.

Après révision des risques et des assurances couvrant les propriétés détruites par l'incendie l'autre jour à Milwaukee, on constate que les compagnies d'assurances auront à payer des dommages au montant de \$2,798,221.

La célèbre maison Krupp, de Prusse, a envoyé un agent exami-

ner les gisements de minerai de fer du Labrador, dans le dessein d'y prendre la matière première qu'elle achète aujourd'hui en Espagne.

Des fabriques de ferblanc dans le pays de Galles, que le tarif McKinley avait forcé de fermer, ont été ramenées à la vie par la victoire du candidat démocratique aux Etats-Unis.

Le syndicat des Raffineurs des Etats-Unis, vulgairement connu sous le nom de "Sugar Trust," a aboli l'usage des quarts pour le paquetage des sucres. Il expédie ses sucres dans des sacs, qui coûtent meilleur marché et qui ne sont pas perdus.

Les Provinces Maritimes ont trouvé un grand marché pour leurs patates à Cuba. Les Cubains ayant mis New-York en quarantaine, à cause du choléra, les exportateurs canadiens espèrent remplacer pour tout de bon les américains sur ce marché.

M. F. A. Med. Foucher, de St-Jacques l'Achigan, a été chargé par l'honorable M. McIntosh, de préparer une collection des tabacs du pays pour l'exposition de Chicago. Il fait appel à tous les cultivateurs du pays, pour qu'on prépare aussitôt que possible les échantillons à exposer.

Un M. Blackburn, de Montréal, prétend avoir trouvé la formule de la poudre sans fumée employée par les Allemands, et celle de la mélinite, le nouvel agent explosif de l'artillerie française. Il est en négociation avec l'Angleterre et les Etats-Unis pour leur vendre ses découvertes.

Les Bons de la Coopération Commerciale, nous dit un marchand bien connu, me dispensent d'acheter un *cash register*, comme je me proposais de le faire. Je n'ai qu'à vérifier mon stock de bons et d'actions coopératives; l'argent qu'il y a dans la caisse doit correspondre avec ce qui manque à mon stock. C'est une économie de \$200 au moins.

Un statut d'Ontario, qui a pris force de loi le 1er juillet 1892, punit d'une amende de \$10 à \$50, avec ou sans emprisonnement, "toute personne qui, directement ou indirectement, vend, donne, ou fournit à un mineur âgé de moins de dix-huit ans, des cigarettes, des cigares ou du tabac sous une forme quelconque."

Une consignation de 200 tonnes de fontes de Scranton, Penn., a été expédiée l'autre jour de New-York à Liverpool. Il a fallu pour permettre cela un taux de fret spécialement réduit. Quelques autres propriétaires de hauts fourneaux en Amérique, déclarent qu'ils ne sont arrêtés que par une différence